

La Russie passe du concept de Grande Europe à celui de Grande Eurasie

2025-01-30 12:01:06 Wayan



Par Glenn Diesen – Le 13 janvier 2025

La théorie libérale suggère que l'interdépendance économique crée la paix car les deux parties gagnent économiquement à entretenir des relations pacifiques. Cependant, la théorie libérale est profondément erronée car elle suppose que les États accordent la priorité au gain absolu (les deux côtés gagnent, et peu importe qui gagne le plus). En raison de la concurrence sécuritaire dans le système international, les États doivent se concentrer sur le gain relatif (qui gagne le plus). Comme le reconnaissait Friedrich List « *Tant que la division de la race humaine en nations indépendantes existera, l'économie politique sera aussi souvent en contradiction avec les principes cosmopolites* ». ¹

Dans toutes les relations interdépendantes, un côté est toujours plus dépendant que l'autre. L'interdépendance asymétrique permet à l'État le moins dépendant de créer des conditions économiques favorables et d'obtenir des concessions politiques d'un État plus dépendant. Par exemple, l'UE et la Moldavie sont interdépendantes, mais l'interdépendance asymétrique permet à l'UE de préserver son autonomie et de gagner en influence.

« *L'équilibre de dépendance* » fait référence à une compréhension géoéconomique d'un rapport de force réaliste. Dans un partenariat interdépendant asymétrique, la partie la plus puissante et la moins dépendante peut en extraire du pouvoir politique. La partie la plus dépendante a donc des incitations systémiques à rétablir un équilibre de dépendance en renforçant son autonomie stratégique par la diversification de ses partenariats économiques afin de réduire sa dépendance à l'égard de l'acteur le plus puissant.

La rivalité géoéconomique implique une compétition pour le pouvoir en biaisant la symétrie au sein de partenariats économiques interdépendants pour renforcer à la fois son influence et son autonomie. En d'autres termes, se rendre moins dépendant des autres tout en augmentant la dépendance des autres. La diversification des partenariats économiques peut réduire sa propre dépendance à l'égard d'un État ou d'une région, tandis que l'affirmation d'un contrôle sur les marchés stratégiques diminue la capacité des autres États à se diversifier et à réduire leur dépendance.

Les fondements géoéconomiques de la domination occidentale

La domination géoéconomique séculaire de l'Occident est le produit d'une interdépendance asymétrique par la domination des nouvelles technologies, des marchés stratégiques, des couloirs de transport et des institutions financières.

Après la désintégration de l'Empire mongol, les couloirs de transport terrestres de l'ancienne Route de la Soie qui avaient alimenté le commerce et la croissance ont disparu. Par la suite, les puissances maritimes occidentales ont pris de l'importance à partir du début des années 1500 en affirmant leur contrôle sur les principaux corridors de transport maritime et en établissant des "*empires de comptoirs commerciaux*". Les grandes puissances navales, comme la Grande-Bretagne, ont donc historiquement été plus enclines au libre-échange car elles avaient plus à gagner et risquaient moins car elles contrôlaient les routes commerciales. Les stratégies maritimes d'Alfred Thayer Mahan à la fin des années 1800 ont été fondées sur ce raisonnement

stratégique, car le contrôle des océans et du continent eurasiatique depuis la périphérie a jeté les bases de la puissance militaire et économique des États-Unis.

Les progrès de la Révolution industrielle ont créé un équilibre de dépendance encore plus favorable en faveur de l'Occident. Adam Smith a noté que la découverte de l'Amérique et des Indes orientales étaient *“les deux événements les plus grands et les plus importants enregistrés dans l'histoire de l'humanité”*.² Cependant, il a également reconnu que l'extrême concentration du pouvoir en Europe créait une relation d'exploitation et de destruction :

*Pour les indigènes cependant, tant des Indes orientales qu'occidentales, tous les avantages commerciaux qui pouvaient résulter de ces événements ont été engloutis et perdus dans les terribles malheurs qu'ils ont occasionnés. Ces malheurs, cependant, semblent provenir plutôt d'un accident que de quoi que ce soit dans la nature de ces événements eux-mêmes. Au moment précis où ces découvertes ont été faites, la supériorité de la force s'est avérée si grande du côté des Européens qu'ils ont pu commettre impunément toutes sortes d'injustices dans ces pays reculés.*³

Samuel Huntington a écrit de la même manière :

*Pendant quatre cents ans, les relations inter-civilisationnelles ont consisté en la subordination d'autres sociétés à la civilisation occidentale. La source immédiate de l'expansion occidentale, cependant, était technologique : l'invention des moyens de navigation océanique pour atteindre des peuples lointains et le développement des capacités militaires pour conquérir ces peuples. L'Occident a conquis le monde non pas par la supériorité de ses idées, de ses valeurs ou de sa religion (auxquelles peu de membres d'autres civilisations se sont convertis) mais plutôt par sa supériorité dans l'application de la violence organisée. Les Occidentaux oublient souvent ce fait ; les non-Occidentaux ne l'oublient pas.*⁴

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont devenus la puissance dominante en raison de leur puissance militaire, mais aussi de leur puissance géoéconomique due à la part importante de leur économie dans le PIB mondial, de sa supériorité technologique, de sa domination industrielle, des institutions de Bretton Woods, du contrôle des marchés/ressources stratégiques et du contrôle des principaux corridors de transport.

De la Maison Européenne commune de Gorbatchev à la « Grande Europe »

Après la disparition du communisme, la Russie visait à s'intégrer à l'Occident pour former une « Grande Europe », basée sur les idées du concept de Gorbatchev d'une Maison européenne commune. Le développement économique et la prospérité russe nécessitaient une intégration avec l'Occident en tant que principal centre économique du système international.

Cependant, les Américains et les Européens n'étaient pas incités à accepter le concept de Grande Europe. L'Occident visait à construire une nouvelle Europe sans la Russie, ce qui nécessitait de relancer la politique de bloc. L'ultimatum lancé à la Russie était soit d'accepter une position subordonnée en tant qu'apprenti permanent de l'Occident, soit d'être isolée et de devenir ainsi économiquement sous-développée et hors de propos. L'Occident n'a soutenu que des institutions européennes telles que l'OTAN et l'UE qui ont progressivement augmenté le pouvoir de négociation collective de l'Occident pour maximiser l'interdépendance asymétrique avec la Russie. Faire obéir la Russie aux institutions européennes où la Russie n'a pas de siège à la table était possible dans le cadre d'une interdépendance asymétrique extrême. La coopération impliquerait alors des concessions unilatérales et la Russie devrait accepter les décisions de l'Occident.

L'aliénation de la Russie n'aurait pas d'importance si elle continuait à s'affaiblir. William Perry, secrétaire américain à la Défense entre 1994 et 1997, a reconnu que ses collègues de l'administration Clinton étaient conscients que l'expansionnisme de l'OTAN et l'exclusion de la Russie de l'Europe alimentaient la colère russe :

Ce n'est pas que nous ayons écouté leur argument [de la Russie] et dit [que nous] ne sommes pas d'accord avec cet argument. Essentiellement les gens avec qui je discutais quand j'ai essayé de mettre en avant le point de vue russe.... la réponse que j'ai reçue était souvent: « Qui se soucie de

ce qu'ils pensent? Ils sont une puissance de troisième ordre ». Et bien sûr, ce point de vue a également été transmis aux Russes. C'est à ce moment-là que nous avons commencé à glisser sur ce chemin.⁵

Le rêve d'une Grande Europe a échoué en raison de l'incapacité de la Russie à créer un équilibre de dépendance au sein de l'Europe. L'initiative de Grande Europe de Moscou visait à obtenir une représentation proportionnelle à la table européenne. Au lieu de cela, les partenariats défavorables asymétriques avec l'Occident qui ont suivi ont permis un unilatéralisme occidental, voilé de multilatéralisme, dans lequel l'Occident pouvait maximiser à la fois son autonomie et son influence.

La « *coopération* » a ensuite été conceptualisée par l'Occident dans un format enseignant-élève/matière-objet, dans lequel l'Occident serait un « *socialisateur* » et la Russie devrait accepter des concessions unilatérales. Le déclin de la Russie serait géré alors que l'expansion de la sphère d'influence de l'UE et de l'OTAN à l'Est diminuerait progressivement le rôle de la Russie en Europe. « *L'intégration européenne* » est devenue un projet géostratégique à somme nulle, et les États du voisinage commun se sont vu proposer un « *choix civilisationnel* » dans lequel ils devaient s'aligner soit sur la Russie, soit sur l'Occident.

Le projet de « *Grande Europe* » de Moscou était donc voué à l'échec. La politique consistant à « *pencher d'un seul côté* » d'Eltsine n'a pas été récompensée et rendue réciproque par l'Occident, elle a par contre rendu la Russie vulnérable et exposée. La Russie a négligé ses partenaires à l'Est, ce qui l'a privée du pouvoir de négociation nécessaire pour négocier un format plus favorable pour l'Europe. Brzezinski a noté que la coopération avec l'Occident était « *le seul choix de la Russie – même tactique* », et qu'elle « *offrait à l'Occident une opportunité stratégique. Cela a créé les conditions préalables à l'expansion géopolitique progressive de plus en plus profonde de la communauté occidentale en Eurasie* ». ⁶

Poutine réforme l'Initiative de Grande Europe

Eltsine a concédé à la fin des années 1990 que la politique du « *penchant unilatéral* » avait été exploitée par l'Occident et a appelé à diversifier les partenariats économiques de la Russie en devenant une puissance eurasiennne. Cependant, il n'y avait aucune puissance à l'Est ayant l'intention ou la capacité de contester la domination occidentale. Poutine a tenté de relancer l'Initiative de la Grande Europe en mettant fin à l'ère des concessions unilatérales et en renforçant plutôt le pouvoir de négociation de la Russie. La Russie ne s'intégrerait pas à l'Occident par concession unilatérale, mais s'intégrerait à l'Occident sur un pied d'égalité.

Moscou a commencé à adopter la politique économique comme principal outil de restauration de la puissance russe et à poursuivre une intégration progressive avec l'Occident. La renationalisation des ressources énergétiques a permis aux industries stratégiques de la Russie de travailler dans l'intérêt de l'État plutôt que des oligarques, qui étaient courtisés par l'Occident et avaient tendance à utiliser ces industries pour imposer leur contrôle à l'État. Cependant, l'Occident a résisté à la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie car cela risquait de créer plus de symétrie dans les relations et même de donner à la Russie une voix en Europe. Le narratif « *d'arme énergétique* » russe est né lorsque les Européens ont été invités à réduire toute dépendance à l'égard de la Russie pour pouvoir exiger un Kremlin plus obéissant.

L'Initiative de la Grande Eurasie

L'initiative de Grande Europe de la Russie est finalement morte lorsque l'Occident a soutenu le coup d'État de Kiev en 2014 pour attirer l'Ukraine dans l'orbite euro-atlantique. En faisant de l'Ukraine une ligne de front au lieu d'un pont, il devenait évident que toute intégration progressive avec l'Europe était un rêve utopique. De plus, les sanctions antirusse ont obligé la Russie à diversifier sa connectivité économique. Plutôt que de chercher à résoudre la crise ukrainienne en mettant en œuvre l'accord de paix de Minsk, l'OTAN a commencé à constituer une armée ukrainienne pour changer les réalités sur le terrain. La Russie a commencé à se préparer à un futur affrontement en mettant son économie à l'abri des sanctions.

Avec la montée en puissance de l'Asie, la Russie a trouvé une solution. La Russie a commencé à se diversifier en s'éloignant d'une dépendance excessive à l'égard de l'Occident et à adopter la nouvelle Initiative de la Grande Eurasie. Au lieu d'être isolée à la périphérie de l'Europe, la Russie a acquis une force et une influence économiques en développant de nouvelles industries stratégiques, des corridors de transport et des institutions financières internationales en coopération avec les pays orientaux. Alors que la Russie était accueillie avec

hostilité par un Occident en stagnation, elle a été adoptée par un Orient plus dynamique. Non seulement les ambitions de la Maison européenne commune de Gorbatchev ont été abandonnées, mais la politique centrée sur l'Occident, menée depuis 300 ans et initiée par Pierre le Grand, a également pris fin.

Un partenariat stratégique avec la Chine est indispensable pour construire une Grande Eurasie. Pourtant, la Russie a tiré les leçons de l'échec de la Grande Europe et évité une dépendance excessive à l'égard d'une Chine économiquement plus forte. L'interdépendance asymétrique qui se dégage dans le cadre d'un tel partenariat permettrait à la Chine d'arracher des concessions politiques, ce qui rendrait la situation intenable à long terme pour la Russie. Moscou cherche un équilibre de dépendance dans son partenariat stratégique avec Pékin, ce qui implique de diversifier les partenariats économiques dans toute la Grande Eurasie. Comme la Chine ne cherche pas un rôle hégémonique dans la Grande Eurasie, elle salue les efforts de la Russie pour diversifier ses partenariats économiques.

Dans le cadre de l'Initiative de Grande Europe, les Européens avaient accès à une énergie russe bon marché et jouissaient d'un énorme marché russe pour les exportations de produits manufacturés. De plus, la stratégie géoéconomique de la Russie visant à s'intégrer à l'Occident entraînait un traitement préférentiel pour les entreprises occidentales. Sous la Grande Eurasie, l'Europe subira une désindustrialisation à mesure que l'énergie russe bon marché et les opportunités de marché iront vers l'Asie, ce qui améliorera également la compétitivité de l'Asie vis-à-vis de l'Europe. Les Européens continuent de mettre le feu à leur propre maison avec des sanctions imprudentes, dans l'espoir que cela nuira également à l'économie russe. Cependant, alors que l'Europe ne peut pas se diversifier en dehors de la Russie, la Russie peut se diversifier en dehors de l'Europe.

Idéalement, l'Europe pourrait être l'un des nombreux partenaires économiques de la Russie dans l'Initiative de Grande Eurasie. La renaissance de lignes de démarcation militarisées sur le continent européen rend les Européens excessivement dépendants des États-Unis et la Russie devient trop dépendante de la Chine. Il y a donc de fortes incitations systémiques à rétablir une certaine connectivité économique entre les Européens et les Russes après la guerre d'Ukraine, même si ce sera dans un format plus eurasiatique car l'Initiative de Grande Europe ne pourra plus être relancée.

Glenn Diesen

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour le Saker Francophone.

Notes

1. List, F. 1827. Outlines of American Political Economy, in a Series of Letters. Samuel Parker, Philadelphia. ↩
2. A. Smith, An Inquiry into the nature and causes of the Wealth of Nations, Edinburgh : Adam and Charles Black, 1863, p.282 ↩
3. J. Borger, 'Russian hostility 'partly caused by west', claims former US defence head', The Guardian, 9 March 2016. ↩
4. S.P. Huntington, The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order, New York, Simon and Schuster, 1996, p.51. ↩
5. Ibid. ↩
6. Z. Brzezinski. The Choice: Global Domination or Global Leadership. Basic Books, New York. 2009. P. 102. ↩